

LES MODULES D'INFORMATION DE MAIRIE 2000



Présentation

Dans la continuité de sa mission d'aide aux associations départementales de maires, Mairie 2000, s'appuyant sur l'expertise de ses partenaires, propose ce catalogue de modules d'information à destination des élus. Ces modules ont été conçus "clefs en mains" afin d'alléger la tâche des associations départementales mais leur contenu, même s'ils disposent d'un socle commun, restent adaptables aux réalités locales. Référencée par grands thèmes, l'offre ainsi proposée, s'inscrit dans le prolongement du Mémento-guide de la formation des élus.

Cette offre n'a pas la prétention de se substituer aux actions des associations départementales mais plutôt de les soutenir dans leur maîtrise d'ouvrage. Elle sera enrichie en fonction de l'évolution de l'actualité.

En pratique

Afin de s'adapter aux agendas souvent chargés des élus, la durée des modules n'excède pas 3 h, temps d'échange avec les participants compris. Les dates sont définies par les associations départementales en liaison avec les intervenants.

L'association départementale intéressée par un ou plusieurs modules du dispositif se rapproche de Mairie 2000 qui en assure la coordination.

Contacts

Nathalie Dotres - Tél : 01 44 18 14 29 - Fax : 01 44 18 14 16
ndotres@amf.asso.fr

Delphine Breure - Tél : 01 44 18 13 97 - Fax : 01 44 18 14 16
dbreure@amf.asso.fr

Mairie 2000

41 quai d'Orsay - 75007 Paris - www.mairie2000.asso.fr

ADMINISTRATION

GESTION ET FINANCES LOCALES

RESSOURCES HUMAINES

INTERCOMMUNALITÉ

URBANISME, AMÉNAGEMENT

ENVIRONNEMENT, DÉVELOPPEMENT DURABLE

ACTION SOCIALE ET ÉDUCATIVE

LOISIRS, SPORTS ET CULTURE

INFORMATION ET COMMUNICATION

PRÉVENTION, RISQUES ET RESPONSABILITÉS

ACTION ÉCONOMIQUE

ACTION INTERNATIONALE

Médiation et autres modes alternatifs de règlement des conflits (MARC)

Présentation

Lorsqu'un litige opposant une collectivité et un administré se présente, le recours à l'affrontement judiciaire peut quelquefois être évité. Il est toujours préférable pour les parties en litige de trouver un accord avec l'aide d'une tierce personne, étrangère au conflit. Les procédures de conciliation et de médiation sont réglementées et présentent les avantages d'être simples, rapides et gratuites.

Contenu

- Rôle et actions du Médiateur de la République
- Les délégués du Médiateur
- Exemple concret d'une médiation réussie
- Les autres modes de règlement des conflits

Durée : 3 h

Informations utiles

- www.mediateur-de-la-republique.fr

Avec le concours de



Pouvoirs de police du maire

Présentation

Le maire est l'autorité compétente pour prendre et faire respecter les mesures nécessaires au maintien de l'ordre, de la sécurité, de la tranquillité et de la salubrité publics sur le territoire de la commune. Les pouvoirs de police du maire sont fixés par le CGCT et de nombreux textes particuliers. Le maire est chargé, sous le contrôle administratif du représentant de l'État dans le département, de la police municipale, de la police rurale.

Contenu

- Nature des pouvoirs de police du maire
- Étendue des pouvoirs du maire
- Caractères et limites des pouvoirs de police du maire
- Dispositions particulières concernant certaines communes

Durée : 2 h

Informations utiles

- www.amf.asso.fr
- www.dgcl.interieur.gouv.fr
- www.cfmel.fr (publications)

Avec le concours de



Les Partenariats Publics Privés (PPP)

Présentation

Concept de gestion publique répandu dans le monde entier, le PPP est implanté de longue date en France, où il constitue sous ses différentes formes (concessions, SEM, ...) l'un des principaux modes d'intervention utilisé par les collectivités locales. Il a subi ces dernières années d'importantes évolutions, sous l'impact du droit communautaire et du droit national, notamment à travers la loi du 2 juillet 2003 instaurant une nouvelle catégorie de contrats administratifs dénommés contrats de partenariat.

Contenu

- Contexte et aspects juridiques
- Les cas de recours au PPP
- Les enjeux
- Procédures et conditions d'exécution
- Expériences

Durée : 3 h

Informations utiles

- *Partenariats Publics Privés*
Editions de la FNSEM,
www.federationdessem.org
- www.ppp.minefi.gouv.fr

Avec le concours de

DEXIA

GDF SUEZ

La commune et son budget

Présentation

Selon la réglementation en vigueur, la préparation du budget relève de la responsabilité du maire, exécutif de la commune, tandis que son adoption relève de la responsabilité du conseil municipal, organe délibérant.

L'article L.2312-1 du CGCT définit ainsi la procédure budgétaire : "le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal". La loi prévoit donc un partage des responsabilités sans possibilité d'interférences.

Contenu

- Grands principes budgétaires et comptables
- Spécificités et calendrier budgétaires
- Contenu et structure du budget
- Grands équilibres budgétaires
- Principaux ratios d'analyse financière

Durée : 3 h

Informations utiles

- *Budget communal : principes généraux - Elaboration du budget - Vote et exécution du budget*
Collection fiches repères Mairie 2000
www.amf.asso.fr
- *La comptabilité communale* - Collection Politiques Locales - Editions Dexia
Crédit Local - www.dexia-creditlocal.fr

Avec le concours de

The logo for Dexia, featuring the word "DEXIA" in a bold, white, sans-serif font. The letter "X" is stylized with two diagonal lines crossing through it. The logo is set against a dark blue rectangular background.

L'analyse financière

Présentation

De toutes les motivations qui conduisent à la réalisation d'analyses financières, les plus significatives proviennent du besoin interne des collectivités locales, à savoir la détection des marges de manoeuvre financière dans le but de préparer la définition des différentes composantes de la politique publique (stratégie fiscale, niveau de service rendu, politique d'investissement, le cas échéant aliénations...).

Contenu

- Objectifs de l'analyse financière
- Spécificités des collectivités
- Cadre comptable et juridique
- Méthodes d'analyse financière
- Documents nécessaires

Durée : 2 h

Informations utiles

- www.dexia-creditlocal.fr

Avec le concours de

The logo for DEXIA, featuring the word "DEXIA" in a bold, white, sans-serif font. The letter "X" is stylized with two diagonal lines crossing through it. The logo is set against a dark blue rectangular background.

L'achat public éco responsable

Présentation

Le code des marchés publics, promulgué par le décret 2006-975 du 1er avril 2006 renforce désormais l'obligation faite aux pouvoirs adjudicateurs de prendre en compte des objectifs de développement durable dans la définition des besoins à satisfaire, objets de leurs procédures d'achats.

Il offre donc aux élus la possibilité d'intégrer des critères environnementaux mais aussi sociaux dans les conditions d'exécution des marchés et dans les critères de sélection.

Contenu

- Aspects juridiques
- Définition des besoins
- Analyse de l'offre (ecolabels, référentiels, normes...)
- Conditions d'exécution (rédaction du marché, suivi et évaluation)
- Retour d'expériences

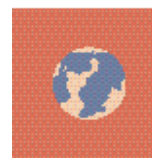
Durée : 2 h

Informations utiles

- *Guide de l'achat public éco responsable*
www.minefi.gouv.fr ou www.ademe.fr

Avec le concours de

ADEME



Marchés publics

Présentation

Le marché public est la procédure la plus répandue en matière d'achat public. Pour les élus, quotidiennement confrontés aux appels d'offre et à la passation de marchés, il est important de se familiariser avec les principes, la réglementation ainsi que la procédure complexe des marchés publics afin d'optimiser les dépenses et de prévenir le contentieux.

Contenu

- Cadre de la procédure: définition du besoin, niveau des seuils, allotissement ...
- Nouvelles modalités de passation d'un marché : dématérialisation, marché à procédure adaptée, accord-cadre
- Risques juridiques liés à l'achat public
- Alternative au marché public : le recours à une centrale d'achat

Durée : 2 h

Informations utiles

- www.ugap.fr

Avec le concours de



Les achats d'énergie

Présentation

Depuis le 1er juillet 2004, les collectivités locales peuvent faire jouer la concurrence pour leurs achats d'énergie. Cette ouverture à la concurrence leur ouvre de nouveaux droits puisqu'elles peuvent désormais s'adresser à tous les producteurs installés sur le sol national (les anciens comme les nouveaux autorisés par la loi) ou au fournisseur européen de leur choix.

Contenu

- Etat des lieux
- Les enjeux pour les communes
- L'application du code des marchés publics
- Retour d'expériences

Durée : 2 h

Informations utiles

- Observatoire des marchés de l'électricité et du gaz - www.cre.fr
- www.gazdefrance.fr rubrique "Energies communes"
- *Efficacité énergétique* - Publication de l'ARENE, www.areneidf.org

Avec le concours de



GDF SUEZ

La dématérialisation des procédures de marchés

Présentation

Outil d'échanges de documents par voie électronique, source de gains financiers, techniques et de temps, la dématérialisation est une réalité effective pour les acheteurs publics depuis le 1er janvier 2005.

Contenu

- Cadre réglementaire et juridique
- Les étapes du processus de dématérialisation
- Les avantages
- Les obligations techniques et conséquences organisationnelles
- Les pièges à éviter
- Le point sur les solutions marchés
- Les premiers constats

Durée : 3 h

Informations utiles

- www.colloc.minefi.gouv.fr
- www.ugap.fr

Avec le concours de



Concilier efficacité et sécurité juridique de l'achat public

Présentation

Evaluation des besoins, optimisation de la dépense, transparence de la procédure, la commande publique doit concilier un certain nombre d'impératifs. Malgré un encadrement juridique important, les marchés publics font fréquemment l'objet de recours contentieux remettant en cause l'efficacité de l'achat public. Des outils existent en amont et en aval pour se prémunir contre ces risques juridiques et ainsi mieux garantir la bonne utilisation des deniers publics.

Contenu

- Cadre juridique: modalités de passation, typologie des marchés (seuils, procédures, nature du contrat), recours contentieux
- Sécuriser l'achat public en amont : évaluer et définir le besoin
- Sécuriser l'achat public en aval : conciliation...

Durée : 2 h

Informations utiles

- www.ugap.fr

Avec le concours de



Prévention et gestion de l'absentéisme

Présentation

L'absentéisme dans les collectivités locales ne cesse de s'accroître. Désorganisation, charge de travail supplémentaire, démotivation, etc... engendrent des coûts directs et indirects grevant considérablement le budget de la collectivité. Pour limiter ces coûts, la collectivité peut se doter d'outils.

Contenu

- Les définitions et les formes de l'absentéisme
- Le repérage des causes et leur analyse
- La prévention et les marges de manoeuvre possibles
- La réinsertion professionnelle (reclassement des agents présentant une restriction d'aptitude après un arrêt ou aménagement du poste de travail)

Durée : 2 h

Informations utiles

- *Enjeux statistiques* - www.sofcap.com
- www.cnp.fr

Avec le concours de



Protection sociale et assurances des personnels territoriaux

Présentation

La commune, employeur public, a des obligations à l'égard de ses agents en matière de protection sociale. Selon leur statut, ces obligations varient et les incidences budgétaires également. Rappel sur l'ensemble des obligations dans le domaine de la protection sociale des agents communaux en activité pour aider à faire un choix, en fonction des spécificités de la collectivité.

Contenu

- Les obligations des communes
- Les différents régimes selon la collectivité
- L'identification des risques
- Assurance, gestion du personnel et budget
- L'intérêt de l'assurance

Durée : 2 h

Informations utiles

- *Protection sociale et assurances des personnels territoriaux*
Collection fiches repères Mairie 2000
www.amf.asso.fr
- www.cnp.fr

Avec le concours de



Prévention des risques professionnels

Présentation

Au-delà de l'obligation faite aux collectivités d'organiser et de mettre en place une politique d'hygiène et de sécurité pour leurs agents, les nouveaux modes de travail, les contraintes budgétaires ou encore le coût des accidents de travail, leur imposent désormais d'instaurer une vraie démarche de prévention et de gestion des risques.

Contenu

- Réglementation, enjeux, chiffres
- Enjeux et chiffres
- Les acteurs
- Connaître les risques et les moyens de s'en prémunir
- Evaluation des risques professionnels : le document unique
- Les obligations en matière de prévention des risques professionnels
- Cas pratiques

Durée : 3 h

Informations utiles

- www.macolcollectivite.com

Avec le concours de



Le centre intercommunal d'action sociale

Présentation

Les communautés de communes se sont peu à peu investies dans l'exercice de compétence dans le secteur social, notamment dans les domaines de la petite enfance, de l'enfance et du vieillissement de la population. La loi N°2005-32 de Cohésion sociale du 18 janvier 2005 a introduit un nouveau bloc de compétence optionnel "Action sociale d'intérêt communautaire", dans lequel nombre de communautés de communes souhaitent s'engager.

Contenu

- Contexte d'une action sociale intercommunale en milieu rural
- Les principales pratiques mises en œuvre
- Les axes prioritaires
- Les conditions de réalisation : le CIAS; la place du Centre social agréé par la CAF ; articulation avec le Conseil général
- La mobilisation des élus autour d'un projet ?

Durée : 3 h

Informations utiles

- *Le Centre Intercommunal d'Action Sociale*
Mairie-conseils Diffusion -
www.mairieconseils.net (rubrique Publications - développement social)

Avec le concours de



Réforme territoriale

Présentation

Le Parlement a adopté le 16 décembre 2010 le projet de loi de réforme des collectivités territoriales. La loi prévoit des mesures phares telles que l'achèvement de la carte intercommunale, l'élection des délégués intercommunaux par fléchage sur les listes municipales, la création de trois nouveaux échelons, le remplacement des conseillers régionaux et généraux par les conseillers territoriaux, la redéfinition des compétences entre collectivités et la limitation des financements croisés.

Contenu

- Modes d'élection
- Métropoles et communes nouvelles
- Achèvement et rationalisation de la carte
- Renforcement de l'intercommunalité
- Compétences des collectivités territoriales et financements croisés

Durée : à négocier

Informations utiles

- Collection " *Les Cahiers d'enquêtes et d'analyses* " de Mairie-conseils www.mairieconseils.net (rubriques Publications - intercommunalités)

Avec le concours de



Présence postale

Présentation

La loi du 12 mai 2005 a confirmé la mission d'aménagement du territoire de La Poste. Elle donne à l'entreprise publique et aux élus locaux les moyens d'organiser de manière cohérente et concertée une nouvelle offre postale dans les territoires ruraux et les zones urbaines ou péri-urbaines. La nouvelle méthode de dialogue territorial proposée par La Poste permet d'engager une dynamique de projet pour réussir à adapter le réseau postal aux nouveaux besoins et aux nouveaux modes de vie des Français.

Contenu

- Etat des lieux
- La charte du dialogue territorial
- Les partenariats Publics Privés
- Les protocoles et conventions territoriales
- Le fonds postal de péréquation territoriale

Durée : 3 h

Informations utiles

- *La charte du dialogue territorial*
www.laposte.fr

Avec le concours de



GROUPE LA POSTE

La sécurité routière par l'aménagement

Présentation

La lutte contre l'insécurité routière est bien sûr aussi l'affaire de l'Etat mais les collectivités locales restent des acteurs privilégiés pour l'amélioration de la sécurité routière. Elles peuvent, à leur niveau, mettre en place des actions à travers leurs compétences et leurs pouvoirs en terme d'urbanisme et d'aménagement.

Contenu

- Les enjeux de la sécurité, exploitation des enquêtes REAGIR
- Le rôle de l'aménagement (partage de la voirie, entrées d'agglomération, lisibilité de la rue...)
- Organisation des chantiers et gestion des déchets
- Offres techniques de la profession
- Retours d'expériences

Durée : 2 h

Informations utiles

- *Le maire et la sécurité routière* - Collection Fiches repères de Mairie 2000, www.amf.asso.fr
- www.usirf.com
- www.atr.asso.fr

Avec le concours de



Le partage de l'espace public

Présentation

Réaménager certains quartiers saturés par la circulation automobile, diminuer les différentes formes de pollution, redistribuer l'espace public sont des objectifs que les collectivités locales devraient intégrer dans leur politique d'aménagement.

Contenu

- Cadre de vie
- Environnement et réduction des nuisances
- Partage de l'espace public
- Retour d'expériences

Durée : 2 h

Informations utiles

- www.usirf.com
- www.atr.asso.fr

Avec le concours de



Intervention sur voirie : où, quand, comment ?

Présentation

Selon les dispositions combinées du code de la voirie routière, du code général des collectivités territoriales (CGCT) et du code de la route, les interventions sur la voirie communale relèvent de la compétence du maire. Ainsi, sur le domaine où il exerce son pouvoir, il lui appartient de prendre en charge notamment la réalisation, la gestion et l'entretien de la voirie, d'autant que la commune doit sans cesse s'adapter à l'évolution de son territoire.

Contenu

- Diagnostic, état des lieux
- Programmation des travaux (aspects juridiques et pratiques)
- Choix des techniques
- Réseaux et tranchées
- Retour d'expériences

Durée : 2 h

Informations utiles

- www.usirf.com
- www.atr.asso.fr

Avec le concours de



La délimitation des propriétés communales

Présentation

Le maire est souvent confronté aux problèmes posés par la délimitation de la propriété communale. L'initiative de la délimitation peut venir de la commune ou d'un particulier limitrophe. Suivant les cas il faudra appliquer la procédure du bornage ou des procédures spécifiques à la délimitation d'un bien affecté de la domanialité publique . Dans chaque cas le maire est impliqué en tant que tel avec des pouvoirs variables. Tour d'horizon des différents cas pouvant se présenter et des procédures spécifiques à respecter.

Contenu

- Définition du domaine privé communale
- Définition du domaine public communale
- Les procédures relevant du bornage - pouvoirs et responsabilité du maire
- Les différentes procédures relevant de la délimitation des biens affectés de la domanialité publique
- Résolution de problèmes concrets

Durée : 3 h

Informations utiles

- www.geometre-expert.fr

Avec le concours de



Les outils de financement de l'urbanisme

Présentation

Le financement des voiries, réseaux et équipements de service public, occupe une part importante du budget des collectivités locales. La PVR (Participation pour Voies et Réseaux) a trouvé récemment sa place dans le catalogue des contributions d'urbanisme. Ce dispositif simple nécessite une réflexion en amont sur le projet urbain de la commune. Elle traduit la volonté exprimée par la collectivité motivée et justifiée de rendre des terrains constructibles et de maîtriser les coûts engendrés.

Contenu

- les taxes et participations : notions d'équipements publics et d'équipements propres, la TLE, les contributions aux dépenses d'équipements publics, les participations sectorielles PAE - ZAC.
- la PVR : modalités d'instauration, périmètre d'attractivité, répartition des coûts, propriétaires et débiteurs de la participation, les exemptions de la PVR, le cumul des autres contributions

Durée : 3 h

Informations utiles

- www.geometre-expert.fr

Avec le concours de



Mise en place d'un SIG Communal

Présentation

Le SIG, avec l'essor des TIC (techniques d'information et de communication) sont devenus des outils incontournables de la connaissance et de la gestion du territoire communal et intercommunal. Plus qu'un outil, le SIG est une démarche novatrice et transversale pour le traitement de l'information territoriale. Les performances du SIG sont accessibles à toutes les tailles de commune à condition de respecter certaines règles et de s'appuyer sur des fondamentaux.

Contenu

- Description des composantes d'un SIG
- Utilité d'un SIG pour la gestion communale
- Critères de choix et fondements incontournables
- Mise en œuvre du partenariat
- Evolutions technologiques (GPS-Terria, ...)
- Approche budgétaire

Durée : 2 h

Informations utiles

- www.geometre-expert.fr

Avec le concours de



Les outils de maîtrise du foncier

Présentation

Pour la réalisation de ses projets d'aménagement (du plus modeste au plus ambitieux), la collectivité est presque toujours confrontée au problème délicat de la maîtrise foncière nécessaire à l'opération. Suivant les cas, le type d'aménagement projeté et les buts recherchés pourront être très différents et nécessiteront la mise en œuvre d'outils de maîtrise du foncier adaptés au contexte. Etat des lieux des différents outils disponibles et analyse du point de vue des besoins des collectivités.

Contenu

- Recensement des outils de maîtrise du foncier par les collectivités
- Présentation de chacun de ces outils
- Analyse comparative
- Mise en évidence des avantages/ inconvénients de chacun au regard des cas les plus fréquemment rencontrés par les collectivités

Durée : 2,5 h

Informations utiles

- www.geometre-expert.fr

Avec le concours de



Le maire et le réseau de transport de l'électricité

Présentation

De nombreuses communes sont directement concernées par la présence sur leur territoire d'un ouvrage électrique – poste, pylône ou ligne à haute tension – géré par RTE, le gestionnaire unique du réseau de transport d'électricité. Elles peuvent en outre être concernées par l'implantation de nouvelles installations. Les projets de développement du réseau électrique s'appuient sur une large concertation avec les élus locaux et les riverains.

Contenu

- Le réseau existant et son développement
- Présence d'un ouvrage électrique : quelles implications pour la commune
- La démarche environnementale
- Lignes à haute tension et santé

Durée : 2 h

Informations utiles

- www.rte-france.com
- www.sousleslignes-prudence.com

Avec le concours de



La commune et le logement

Présentation

La question du logement est certes une compétence de l'Etat, en particulier en matière de financement et de réglementation, mais il ne dispose d'aucun outil d'intervention opérationnelle. Ce sont les collectivités territoriales, les promoteurs et les organismes HLM qui sont les décideurs et les acteurs de la politique du logement. Aux compétences de la commune en matière d'urbanisme, de construction, de gestion des parcs de logement sociaux, s'ajoute désormais la possibilité pour elles d'intervenir au niveau du logement privé et de l'accession à la propriété.

Contenu

- es outils de maîtrise du foncier
- Concilier architecture et cadre de vie
- Recommandations pour un aménagement durable
- Le financement du logement

Durée : 3 h

Informations utiles

- *Le maire, l'architecte et l'habitat individuel; Plan local d'urbanisme : 10 thèmes clés pour débattre du projet urbain; Développement durable et architecture responsable : engagements et retours d'expériences - www.architectes.org*
- *Le maire et le logement - Collection fiches repères Mairie 2000 - www.amf.asso.fr*

Avec le concours de



Réseaux haut débit

Présentation

Même si 92% de nos concitoyens y ont accès , il reste encore des territoires non desservis par les réseaux de télécommunications haut débit . Or, le développement de la société de l'information va de pair avec le déploiement de réseaux de télécommunications performants. Pour y remédier, des solutions alternatives sont proposées aux collectivités souhaitant accélérer l'aménagement numérique du territoire et permettre ainsi l'accès à tous de nouveaux services permis par le haut débit.

Contenu

- Cadre réglementaire
- Les solutions : ADSL et solutions alternatives
- La couverture du territoire
- Les sources de financement
- Retour d'expériences

Durée : 3 h

Informations utiles

- *Le maire et les réseaux haut-débit -* Collection fiches de synthèse Mairie 2000, www.amf.asso.fr

Avec le concours de



Le certificat d'économie d'énergie

Présentation

L'un des outils proposés par la loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique pour arriver à une maîtrise de la demande, est le certificat d'économie d'énergie, qui repose sur l'obligation pour les fournisseurs de déclencher chez leurs clients la réalisation d'économies d'énergie. En contrepartie, ils recevront des certificats attestant d'un volume de kWh d'énergie finale économisés.

Contenu

- Le contexte : la loi, le principe des certificats
- Le certificats d'économie d'énergie en pratique
- Les exemples étrangers
- Les propositions des opérateurs

Durée : 3 h

Informations utiles

- *Les outils et démarches en vue de la réalisation d'agendas 21 locaux -* Dossiers documentaires du ministère de l'écologie et du développement durable, www.environnement.gouv.fr
- *L'Agenda 21 local en question -* www.comite21.org

Avec le concours de



GDF SUEZ

Politiques environnementales à l'échelon communal

Présentation

Le développement durable est aujourd'hui un objectif prioritaire des politiques d'aménagement du territoire et se traduit concrètement par la mise en application de ses principes au niveau local. Les collectivités locales ont donc un rôle essentiel à jouer car elles sont situées au niveau le plus proche de la population et sont confrontées quotidiennement à la difficulté de concilier les impératifs du développement économique et social et les préoccupations d'environnement sur leur territoire.

Contenu

- Introduction au développement durable
- La mise en oeuvre d'une démarche de développement durable : rôle des collectivités locales et enjeux
- Méthodologie, outils et financements
- Retour d'expériences

Durée : 3 h

Informations utiles

- *Les outils et démarches en vue de la réalisation d'agendas 21 locaux* - Dossiers documentaires du ministère de l'écologie et du développement durable, www.environnement.gouv.fr
- *L'Agenda 21 local en question* - www.comite21.org

Avec le concours de

ADEME



GDF SUEZ

Service public d'assainissement non collectif

Présentation

La création d'un service public d'assainissement non collectif par les communes ou leur groupement est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2005. Son domaine de compétence comprend 2 volets, le contrôle des installations, qui est obligatoire, et l'entretien qui lui, est facultatif. Les évolutions législatives en cours renforceront les enjeux liés à la création de ces nouveaux services.

Contenu

- Contexte / nouveaux enjeux pour les collectivités
- Cadre réglementaire
- Zonage
- Contrôle / réhabilitation
- Financements
- Mise en place / échéancier
- Outils à disposition des élus

Durée : 3 h

Informations utiles

- *Service public d'assainissement non collectif* - Fiches repères Mairie 2000, www.amf.asso.fr
- *Guide pratique du SPANC*
Association des Maires de la Marne
03 26 69 59 59

Avec le concours de



Protection des captages d'eau potable

Présentation

Les collectivités territoriales ont la responsabilité de fournir une eau conforme aux critères de potabilité définis par les textes réglementaires. Pour cela, il leur faut protéger la ressource en eau et les captages d'eau potable. Ce qui ne va pas sans poser de difficultés au plan local notamment pour la mise en oeuvre des procédures de déclaration d'utilité publique ou la fixation des indemnisations et pour les acquisitions foncières.

Contenu

- Etat des lieux de la qualité des eaux en France
- Cadre réglementaire
- Démarche de protection des captages : outils pratiques
- Financements possibles

Durée : 3 h

Informations utiles

- www.fp2e.org
- www.onema.fr

Avec le concours de



La gestion de l'eau

Présentation

L'organisation des services de l'eau est du ressort de la commune, ou de la structure intercommunale, quel que soit le mode de gestion choisi. Les enjeux sont multiples (qualité de l'eau, épuration des eaux usées, boues, assainissement non collectif, attentes des consommateurs et des associations). Pour y répondre les élus ont accès à différents outils de gestion et d'animation du service.

Contenu

- Panorama de l'organisation des services d'eau en France (acteurs de l'eau / chiffres de l'eau, etc.)
- Modes de gestion et outils
- Implications pour les services et pour les collectivités des évolutions législatives
- Aspects économiques
- Pouvoirs de police et responsabilités
- Information du consommateur et animation des commissions consultatives

Durée : 3 h

Informations utiles

- www.oieau.fr
- www.carteleau.org

Avec le concours de



Efficacité énergétique des bâtiments publics

Présentation

Mairies, écoles, équipements sportifs, locaux administratifs, les communes et intercommunalités sont d'importants propriétaires fonciers. Or, le bâtiment représente en moyenne près de 75% de la consommation d'énergie d'une commune. La recherche de l'efficacité énergétique des bâtiments publics est de ce fait indispensable à la fois pour des raisons environnementales (réduction des émissions de CO2) et budgétaires (allègement de la facture).

Contenu

- Réduire les besoins en améliorant l'isolation, utiliser des équipements à meilleur rendement, diversifier les sources d'énergie
- Améliorer la performance énergétique des bâtiments existants : diagnostic énergie, étude de faisabilité
- Concevoir des bâtiments basse consommation énergie
- Retour d'expériences

Durée : 3 h

Informations utiles

- <http://energiescommunes.gazdefrance.fr/energiescommunes>
Publications de l'ADEME, www.ademe.fr
- *Guide HQE®* - www.dexia-creditlocal.fr
- *Qualité environnementale des bâtiments*
www.cegibat.com

Avec le concours de



GDF SUEZ

Gestion et optimisation des déchets ménagers

Présentation

Les élus locaux, responsables de la gestion des déchets municipaux, ont à faire des choix techniques, organisationnels, économiques, juridiques et politiques. Ces choix doivent prendre en compte les contraintes de la réglementation et du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

Contenu

- Contexte juridique et réglementaire
- Etudes préalables
- Techniques, organisation et choix de gestion
- Contexte intercommunal
- Soutiens financiers
- Information du public

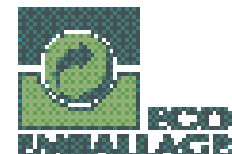
Durée : 3 h

Informations utiles

- *Conduire un projet de gestion des déchets municipaux* - www.ademe.fr
- *L'exercice et le financement de la compétence ordures ménagères* - Fiches pédagogiques Mairie conseils, www.localtis.fr
- *La gestion des déchets* - www.fnade.fr

Avec le concours de

ADEME



Les boues des stations d'épuration

Présentation

Le CGCT précise que l'élimination des boues produites dans les stations d'épuration des eaux usées fait partie des missions du service public d'assainissement et relève de la responsabilité des communes. Si l'on y ajoute la réglementation européenne et le code de l'environnement qui visent les conditions de leur valorisation agronomique, on comprend que le devenir des boues fasse parti des enjeux en tête des préoccupations des collectivités.

Contenu

- Cadre réglementaire
- L'origine des boues
- Les traitements
- La valorisation
- Enjeux et perspectives

Durée : 3 h

Informations utiles

- *Les boues d'épuration municipales et leur utilisation en agriculture* - dossier documentaire, ADEME, www.ademe.fr
- *Les boues d'épuration urbaines* - Fiches thématiques, FNADE, www.fnade.com

Avec le concours de



Accessibilité des personnes à mobilité réduite

Présentation

Au-delà des problèmes de mobilité, la question de l'accessibilité des personnes handicapées se pose dans toutes les dimensions de la vie sociale. Elle est un élément déterminant de leur intégration sociale et professionnelle et constitue, aujourd'hui, un objectif général de l'ensemble des politiques interministérielles.

Contenu

- Définition du handicap
- Cadre réglementaire
- Transports, déplacements et espaces publics
- Habitat, construction

Durée : 3 h

Informations utiles

- *Charte Communes-Handicap*
www.amf.asso.fr
- *Des bâtiments publics pour tous*
www.logement.equipement.gouv.fr
- *Une voirie pour tous*
www.route.equipement.gouv.fr

Avec le concours de



L'action sociale de la commune

Présentation

Les compétences de la commune se sont considérablement accrues en matière d'action sociale. En complément de ses obligations légales, telle la création d'un CCAS, la commune s'est ainsi vue attribuer des compétences facultatives importantes, lui permettant de mettre en oeuvre une véritable politique sociale locale. Comment la commune peut-elle agir concrètement ? De quels outils dispose-t-elle pour venir en aide à ses administrés ?

Contenu

- Compétences et des obligations de la commune
- Présentation du CCAS et de ses missions
- Outils d'accompagnement des politiques d'action sociale (CESU, CAP ...)

Durée : h

Informations utiles

- <http://www.groupe-cheque-dejeuner.com>
- <http://www.unccas.org/>

Avec le concours de

La commune et les droits d'auteur

Présentation

Pour toute diffusion de musique, des droits d'auteur doivent être versés à la SACEM. Organisatrices de fêtes locales et utilisatrices de musique dans les lieux publics, les communes n'échappent pas à cette règle. La loi prévoit néanmoins qu'elles bénéficient de réductions pour leurs fêtes. Un protocole d'accord conclu entre l'AMF et la SACEM leur accorde en outre des avantages supplémentaires.

Contenu

- Le droit d'auteur : principes généraux
- Le fonctionnement de la SACEM
- Les manifestations concernées
- L'accord AMF / SACEM et ses avantages

Durée : 2 h

Informations utiles

- *La commune, la musique et les droits d'auteur* - Collection fiches repères Mairie 2000 - www.amf.asso.fr
- www.sacem.fr

Avec le concours de



Téléphonie mobile

Présentation

La téléphonie mobile connaît depuis quelques années un développement considérable accompagné d'un important déploiement d'infrastructures.

Aussi, de plus en plus de maires sont interpellés par leurs concitoyens à l'occasion d'installations d'antennes relais, car outre le fait que ces antennes, parfois inesthétiques, modifient le paysage, elles suscitent certaines inquiétudes quant à leurs éventuels effets sur la santé.

Contenu

- Antennes relais comment ça marche ?
- Téléphonie mobile et santé
- Le rôle du maire
- Couverture du territoire
- Le guide des bonnes pratiques
- Retour d'expériences

Informations utiles

- *Guide des bonnes pratiques entre maires et opérateurs* - www.amf.asso.fr
- Brochure "*Des antennes relais en harmonie avec leur environnement*"
- Dépliants "*Une antenne près de chez moi*" et "*Mon mobile et ma santé*"
Edités par l'AFOM - www.afom.fr

Avec le concours de



TIC : de nouveaux services pour le développement des territoires

Présentation

La maîtrise des TIC et leurs traductions en services concrets apparaissent comme des atouts d'envergure pour le développement économique et l'attractivité des territoires :

- la modernisation de l'appareil de l'Etat et des collectivités locales,
- l'amélioration des conditions de vie et de bien-être des citoyens (santé, sécurité, éducation...),
- le maintien et le développement de l'emploi & l'attractivité des territoires.

Contenu

- Les technologies
- Système d'alertes
- Maintien à domicile des personnes vulnérables
- Démocratie participative
- Retour d'expériences

Durée : 2 h

Informations utiles

- www.francetelecom.com (espace collectivités locales)

Avec le concours de



Responsabilités pénale et civile des élus

Présentation

Le champ de la responsabilité potentielle et personnelle du maire est aussi vaste que celui des activités qui se déroulent sur le territoire de la commune ou qui le concernent en tant qu'élu. Sans en avoir nécessairement l'intention, il peut être amené, en tant que dépositaire de l'autorité publique, à commettre des infractions et à devoir s'en expliquer.

Contenu

- Responsabilité civile liée à la fonction
- Responsabilité comptable et financière
- Responsabilité pénale
- Assurance responsabilité personnelle

Durée : 2 h

Informations utiles

- Les fiches juridiques de l'Observatoire des risques juridiques des collectivités locales
www.observatoire-collectivites.org

Avec le concours de



Prévenir la prise illégale d'intérêt

Présentation

En droit français, la confusion des intérêts privés des personnes investies d'un mandat électif et ceux de la commune constitue un délit dit « de prise illégale d'intérêt ». Malgré des sanctions encourues importantes pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement, ce type de délit reste mal connu des élus. Quels sont les éléments constitutifs de la prise illégale d'intérêt ? Quels sont les précautions à prendre quand on cumule, par exemple, les fonctions de maire et responsable d'une association ?

Contenu

- Panorama des principaux risques
- Eléments statistiques et éléments constitutifs de la prise illégale d'intérêt
- Les exceptions et les régimes dérogatoires prévus par la loi
- Les sanctions encourues et la procédure pénale

Durée : 3 h

Informations utiles

- <http://www.smacl.fr>
- <http://www.observatoire-collectivites.org>

Avec le concours de



Les assurances de la commune

Présentation

Incendies, catastrophes naturelles, accidents, vandalisme, la commune doit faire face à de nombreux risques. Le choix de l'assurance est de ce fait crucial. Face à la diversité des offres, la collectivité se doit d'identifier ses besoins afin de choisir l'assurance la mieux adaptée à sa situation. Ce module se propose de faire le point sur les principaux domaines de l'assurance de la commune.

Contenu

- Assurance et code des marchés publics : les points essentiels à vérifier dans un contrat d'assurance
- Assurance du patrimoine de la collectivité : dommages aux biens, risques naturels, vol et vandalisme
- Assurance des responsabilités et protection juridique : responsabilité pénale et administratives des élus et de la collectivité
- Assurance du personnel des collectivités

Durée : h

Informations utiles

- www.groupama.fr
- www.smacl.fr

Avec le concours de



Prévention des dommages sur ouvrages

Présentation

Lors de travaux sur le domaine public, ou privé, les réseaux qui acheminent le gaz naturel ou l'électricité peuvent être endommagés. Ces dommages constituent une gêne considérable pour les riverains, touchent à la sécurité des intervenants et à la sécurité publique. Un grand nombre d'incidents peuvent être évités par la fourniture des renseignements en amont et par une lecture plus attentive du terrain.

Contenu

- Sensibilisation aux risques associés aux différents types de réseaux
- Information des acteurs de terrain des règles et procédures à respecter
- Information sur l'évolution de la réglementation et recommandations techniques
- Rappel des risques juridiques
- Méthodes de lecture des différentes cartographies

Durée : 2 h

Informations utiles

- www.edf.fr
- www.gazdefrance.fr

Avec le concours de



GDF SUEZ